



Novembre, 2012

Sommaire

SOCIETE

► L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

(P.1-2)

► Urban World: Cities and the rise of the consuming class

(P.2-3)

SCIENCES & TECHNIQUES

► Internet Economy Outlook

(P. 3-4)

ECONOMIE

► Looking to 2060: Long-term global growth prospects

(P. 4-5)

ENVIRONNEMENT

► Turn Down the Heat - Why Tackling Climate Change Matters for development

(P. 5-6)

POLITIQUE

► Transitions politiques et nouvelles négociations socioéconomiques en Afrique du Nord

(P.6-7)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma

◆◆◆ SOCIETE

► L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde/ Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), 2012

Source : <http://www.fao.org/publications/sofi/fr/>

Tags : | Société | Insécurité alimentaire | Faim

A travers ce rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a revu à la baisse le nombre de personnes en proie à la famine à l'échelle planétaire, estimé à 868 millions en 2012 contre 925 millions en 2010. Une évolution qui cache d'énormes disparités régionales.

Sur les 868 millions de personnes souffrant de la famine et de la malnutrition chronique, 852 millions vivent dans les pays en voie de développement où ils représentent 14,9% de la population totale contre 16 millions dans les pays développés. Les trois régions qui abritent la majorité écrasante des personnes en famine sont: l'Asie du sud (304 millions), l'Afrique subsaharienne (234 millions) et l'Asie de l'est (167 millions), soit 705 millions au total.

Les régions développées ont également vu le nombre de personnes souffrant de la faim augmenter, passant de 13 millions en 2004 à 16 millions en 2012, alors qu'au cours des années précédentes la faim avait constamment suivi la tendance inverse (en 1990-1992 on comptait 20 millions de sous-alimentés).

Le rapport souligne que les raisons du ralentissement de cette amélioration sont multiples. Il s'agit notamment des impacts du changement climatique, des effets de la crise économique mondiale, sous l'effet de la demande croissante des bio-carburants et de l'accroissement des spéculations sur les matières premières.



La FAO suggère que si des mesures appropriées sont prises pour faire face à la crise de la famine de 2007-2008, la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement (qui consiste à réduire de moitié la proportion de personnes sous-alimentées dans le monde en développement d'ici à 2015), sera toujours réalisable.

Le rapport souligne également que la reprise de la croissance mondiale est nécessaire mais non suffisante pour réduire durablement la faim. La croissance de la production agricole est particulièrement efficace en matière de réduction de la faim et de la malnutrition dans les pays pauvres, car la plupart des pauvres tirent de l'agriculture et des activités connexes au moins une partie de leurs moyens de subsistance. La croissance agricole, impliquant les petits exploitants, notamment les femmes, serait d'autant plus efficace dans la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim qu'elle favoriserait la création des emplois.

Par ailleurs, la mise en place des systèmes de protection sociale est nécessaire pour réduire l'exclusion sociale et la pauvreté, tout en favorisant une meilleure répartition des fruits de la croissance. Ces mesures de protection sociale peuvent prendre la forme de transferts monétaires, de bons alimentaires ou encore d'assurance-santé.

► **Urban World: Cities and the rise of the consuming class** / McKinsey Global Institute (MGI), 2012

Source:

http://www.mckinsey.com/insights/mgi/research/urbanization/urban_world_cities_and_the_rise_of_the_consuming_class

Tags : | **Société** | **Urbanisme** | **Villes émergentes** | **Classe consommatrice** |

Le présent rapport dresse les perspectives de la croissance urbaine dans les grandes agglomérations des pays émergents au cours des quinze prochaines années.

Aujourd'hui, les 600 plus grandes villes de la planète hébergent 1,5 milliard d'habitants, soit 22% de la population mondiale et génèrent plus de la moitié de la richesse planétaire.

Le rapport rappelle qu'en 2007, 190 grandes villes américaines contribuaient à 20 % du PIB mondial contre 4 % pour les villes chinoises les plus importantes. D'ici 2025, ces proportions pourraient s'inverser complètement, passant respectivement à 10 % et à 30 %, ce qui occasionnerait un déplacement du centre de gravité du monde urbain vers le Sud et plus encore vers l'Est. 60% des nouveaux consommateurs seraient concentrés dans 440 villes de pays émergents. Plus de la moitié de ces villes seraient chinoises, latino-américaines et presque 30 indiennes.

Selon le rapport, en 2025, un milliard d'urbains appartiendraient à la classe moyenne contre 300 millions en 2010. Cette classe moyenne, à elle seule, pourrait dépenser l'équivalent de 20000 milliards de dollars américains par an. Cette extension de la société de consommation mondiale nécessiterait la construction de nouvelles infrastructures de transports, de logements, de commerce ...



Par ailleurs, les investissements annuels des villes devraient doubler au cours des 15 prochaines années, pour s'élever à 40.000 milliards de dollars américains et ce, afin d'augmenter de 85% les superficies construites. Les villes devraient, également, multiplier par 2,5 la capacité de traitement de leurs ports pour faire face à la hausse du trafic maritime de marchandises, pour un coût estimé à 200 milliards de dollars américains. Enfin, ces villes émergentes devraient prévoir un investissement de l'ordre de 480 milliards de dollars américains pour la modernisation et l'extension des réseaux de distribution des eaux.

L'émergence de nouvelles grandes villes serait opportune pour dynamiser la croissance économique mondiale, mais elle pourrait entraîner aussi une pression supplémentaire sur les ressources naturelles de la planète.



► **Internet Economy Outlook** / Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2012

Source:
<http://www.oecd.org/sti/interneteconomy/ieoutlook.htm>

Tags : Sciences & Techniques **Erreur ! Signet non défini.** | Economie de l'internet | NTIC | OCDE |

Selon cette étude publiée par l'OCDE, l'Internet est devenu aujourd'hui une "infrastructure vitale" pour l'économie mondiale.

Au sein des pays de l'OCDE, le tiers des emplois dans le secteur des NTIC est concentré aux États-Unis, 16 % au Japon et 9 % en Allemagne. Dès 2010, la croissance du secteur des NTIC est redevenue positive, notamment grâce à une spécialisation croissante des services et aux appels croissants des entreprises aux NTIC en temps de crise pour la réduction de certains coûts.

De même, ces technologies figurent de plus en plus parmi les postes de consommation que les individus considèrent comme indispensables et n'envisagent donc pas de les supprimer ni même de les réduire.

L'étude de l'OCDE précise, également, que la croissance a été particulièrement forte pour les entreprises d'Internet, qui ont vu leurs emplois augmenter de 29 % en 2011, notamment grâce à Amazon et Google, dont l'emploi a augmenté de 50 % sur un an.

De plus, environ 50 milliards d'appareils seraient connectés à internet dans le monde d'ici 2020. Après l'ère de la connexion des ordinateurs, les NTIC ont touché la phase de la mobilité et aborderaient, dans un futur proche, la troisième phase qui toucherait tous les appareils.

Concernant le e-commerce, l'étude note un développement rapide de ce secteur avec des marges de progression importantes pour les entreprises : en 2010, seules 35 % des entreprises de plus de 10 salariés ont acheté sur Internet, et seules 18 % y ont vendu des biens ou services.

Grâce aux NTIC, l'OCDE estime qu'en 2010, 13 % du PIB des États-Unis sont imputables au secteur d'Internet, qui concerne un nombre croissant de secteurs économiques.

L'économie d'Internet est tirée par la publicité, les jeux, la musique et les vidéos. En particulier, les vidéos en ligne absorbent une part croissante du trafic en ligne : elles représentent 58 % du trafic de pointe aux États-Unis.

L'OCDE s'intéresse aussi au potentiel des NTIC pour le secteur de la santé (dossiers médicaux en ligne, télémédecine...) et à celui de l'Internet des produits, décrivant le fait qu'un nombre croissant de produits (automobiles, électroménager...) pourraient, demain, être connectés à Internet et transmettre des informations sur leur consommation, leurs utilisateurs...



En conclusion, l'OCDE souligne que l'avenir de l'économie d'Internet dépendra de la capacité de ses acteurs à offrir des garanties aux internautes en termes de sécurité et de protection de leurs données personnelles.



► **Looking to 2060: Long-term global growth prospects** / Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 2012

Source:

<http://www.oecd.org/fr/eco/perspectiveseconomiques/analyseetprojections/Horizon%20French%20FINALE.pdf>

Tags : **Economie** | **Prospective** | **Croissance économique** | **BRIC** |

Contrairement aux décennies passées où la croissance économique des pays à revenu élevé a été tirée par les gains d'efficacité résultant de l'innovation technologique, dans les décennies à venir, cette dynamique jouerait un rôle important dans un plus grand nombre de pays.

En effet, la convergence des revenus favorisée par la diffusion des technologies tendrait à combler l'écart entre les pays développés et ceux en développement. A partir de la situation actuelle, la présente étude esquisse les évolutions possibles de la croissance économique dans les pays de l'OCDE ainsi que donc les pays du G20 non membres de l'OCDE jusqu'en 2060, en accordant une attention particulière aux interactions entre progrès technique, transformations démographiques, ajustement budgétaire, déséquilibres globaux et politiques structurelles.

Le rapport dresse un scénario de référence qui table sur des réformes structurelles progressives et un assainissement budgétaire suffisant pour stabiliser les ratios dette publique/PIB. Ce scénario prévoit que la croissance des pays du G20 non membres de l'OCDE continuerait de dépasser celle des pays membres, mais que la différence s'amenuiserait au cours des prochaines décennies. Parallèlement, les 50 prochaines années verraient des changements majeurs dans la composition de l'économie mondiale. Faute de réforme ambitieuse des politiques publiques, des déséquilibres globaux pour la croissance apparaîtraient. Cependant, un assainissement plus poussé des finances publiques et des réformes structurelles pourraient à la fois relever les niveaux de vie et réduire les risques de déraillement majeur de la croissance.

A travers cet exercice de prospective, le rapport met en relief plusieurs messages clés, dont notamment :

- *Le PIB mondial pourrait croître d'environ 3 % par an au cours des 50 prochaines années. Outre la poursuite des réformes budgétaires et structurelles, la croissance serait soutenue par l'expansion rapide des pays émergents qui représenteraient une part croissante de la production mondiale.*
- *Les 50 prochaines années seraient marquées par des changements majeurs dans la taille relative des économies. Du fait de la croissance rapide de la Chine et de l'Inde, leur PIB cumulé, mesuré en parité de pouvoir d'achat (PPA), dépasserait plutôt, que prévu, celui des économies du G7 et devancerait la production totale des pays membres actuels de l'OCDE à l'horizon 2060.*
- *Nonobstant la croissance rapide des pays à faible revenu et des pays émergents, il subsisterait d'amples écarts de niveau de vie entre pays à l'horizon 2060. Dans les économies les plus pauvres, le revenu par*



habitant serait multiplié par plus de quatre d'ici à 2060, tandis que la Chine et l'Inde verraient leur revenu multiplié par sept, mais le niveau de vie dans ces pays ne représenterait encore que 25 % à 60 % de celui des pays les plus riches en 2060.

- *Faute de politiques plus ambitieuses, des déséquilibres croissants pourraient compromettre la croissance. Avec la fin du cycle en cours, les déséquilibres globaux des comptes courants pourraient s'amplifier et atteindre d'ici 2030 les sommets d'avant la crise. La dette publique dans de nombreux pays de l'OCDE dépasserait les seuils à partir desquels elle a des effets négatifs avérés sur les taux d'intérêt et la croissance.*
- *Des réformes structurelles plus radicales et une politique budgétaire plus ambitieuse pourraient relever le niveau de vie à long terme de 16 % en moyenne par rapport au scénario de référence qui table sur une amélioration plus modeste des politiques publiques. Des réformes ambitieuses des marchés de produits qui accéléreraient les gains de productivité pourraient accroître le PIB global d'environ 10 % en moyenne, tandis que des mesures favorisant la convergence vers les meilleures pratiques en termes de taux d'activité accroîtraient celui-ci de près de 6 %.*



◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► Turn Down the Heat - Why Tackling Climate Change Matters for Development/ Banque mondiale, 2012

Source:

<http://www.worldbank.org/en/news/2012/11/19/world-bank-flash-turn-down-heat-why-tackling-climate-change-matters-development>

Tags : Environnement | Réchauffement climatique | Economie verte | GES |

Ce rapport, élaboré par la Banque mondiale, le Potsdam Institute for Climate Impact Research et le Climate Analytics, réunit les données scientifiques les plus récentes sur le climat. Il souligne que les engagements actuels de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne permettraient guère d'atténuer la hausse de la température moyenne. L'accent est mis sur les pays en développement, et en particulier sur les populations les plus pauvres.

En effet, une hausse de température de 4 °C pourrait avoir des conséquences catastrophiques dès les années 2060 et cela sans compter « qu'il ne s'agirait pas d'un point final : il faudra s'attendre à la poursuite du réchauffement qui pourrait dépasser 6°C au cours des siècles suivants ». Avec une "planète à +4°C", le monde serait confronté aux inondations des villes côtières ; aux risques accrus pesant sur la production vivrière conduisant à une hausse des taux de sous-alimentation et de malnutrition; aux aggravations de la sécheresse dans les zones arides et du niveau d'humidité dans les zones humides; à l'aggravation sensible des pénuries d'eau dans beaucoup de régions ; à l'intensification des cyclones tropicaux ; aux pertes irréversibles de la biodiversité, y compris dans les systèmes de récifs coralliens.



Selon le rapport, chaque pays devrait choisir les moyens convenables pour réaliser une croissance plus écologique et trouver un compromis entre ses besoins énergétiques et les impératifs de gestion durable de cette énergie. Rappelons qu'il existe dans chacun d'eux des occasions de croissance verte à exploiter. Le rapport identifie une panoplie d'initiatives à prendre, il s'agit de :

- *la prise en compte de la valeur du capital naturel dans l'établissement des comptes nationaux ; l'augmentation des dépenses publiques et privées consacrées à l'« infrastructure verte », capable de résister aux conditions météorologiques extrêmes, et aux systèmes de transports publics urbains conçus pour minimiser les émissions de carbone et maximiser la création d'emplois et l'accès aux services ;*
- *l'appui aux régimes internationaux et nationaux de détermination du prix du carbone et d'échanges de droits d'émission ; l'augmentation du rendement énergétique — en particulier dans les bâtiments — et un meilleur partage de l'énergie renouvelable produite.*



◆◆◆ POLITIQUE

► **Transitions politiques et nouvelles négociations socioéconomiques en Afrique du Nord /** Banque Africaine de Développement (BAD), 2012

Source:

<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Brochure%20Political%20Transitions%20Fran%20C3%A7ais.pdf>

Tags : Politique | Transitions politiques | Printemps arabe | Revendications| Egypte | Lybie| Tunisie|

Les révoltes populaires et les mouvements de contestation qui ont secoué la Tunisie, l'Égypte et la Lybie, ont été principalement alimentés par l'accentuation des inégalités entre les différents corps sociaux et par la volonté populaire de lutter contre la corruption et la pauvreté absolue.

Cependant, la mauvaise conjoncture économique, observée à l'échelle mondiale, a rendu la réalisation de revendications populaires plus ardues aux gouvernements nouvellement élus. A titre d'illustration, le chômage, qui avait atteint des niveaux très élevés sous les régimes antérieurs, ne cesse de s'accroître mettant les gouvernements de transition face à des revendications soutenues, émanant de tous les segments de la société.

Ce rapport, publié par la Banque Africaine de Développement (BAD), estime que des élections libres et transparentes ne peuvent suffire pour garantir une bonne transition en Afrique du Nord. En effet, les avancées démocratiques doivent être accompagnées par des négociations entre les différents acteurs sociaux (syndicats, organisations patronales, associations professionnelles...) à l'échelle nationale, afin d'aboutir à un pacte socio-économique approuvé par les différentes parties de la société.



Le rapport recommande l'instauration d'un dialogue social auquel la participation de toutes les parties prenantes devrait être assurée. Dans ce processus de négociation et de recherches de concessions, les gouvernements de transition devraient être en mesure de mettre en place des politiques socio-économiques viables à long terme, qui garantissent une croissance juste et équitable répondant aux exigences de réparation et de justice sociale.

D'autres recommandations de fond ont été soulignées par la BAD, il s'agit entre autres :

- *d'inscrire dans les nouvelles constitutions que les gouvernements déterminent la politique économique en consultation avec les syndicats, les associations patronales et d'autres organisations professionnelles et économiques...*
- *d'inclure les politiques sociales redistributives dans les pactes socio-économiques pris en charge par la réforme progressive de la fiscalité.*



INDEX DES TAGS

B

BRIC 4

C

Changement climatique 5
Classe consommatrice 2
Croissance économique 4

E

Economie 4
Economie de l'internet 3
Economie verte 5
Egypte 6
Environnement 5

F

Faim 1

I

Insécurité alimentaire 1

L

Lybie 6

M

Méditerranée 5

O

OCDE 3

P

Politique 6
Printemps arabe 6
Prospective 4

R

Revendications 6

S

Sciences & Techniques 3
Société 1

T

NTIC 3
Tunisie 6

U

Urbanisme 2

V

Villes émergentes 2

